

conservateurs dans leurs placements; nous sommes une nation d'acheteurs d'obligations et de polices d'assurance. Les Canadiens n'investissent pas leur argent dans les secteurs souhaitables et la raison, j'en suis convaincu, c'est que les investisseurs éventuels de chez nous ne sont pas certains de faire un placement sûr et sensé. Alors, ils font leur placement outre-frontière.

On nous a expliqué plus d'une fois que nos épargnes se dirigent vers les États-Unis et que les investisseurs américains mettent la main sur nos industries. Soyons honnêtes et admettons que nous avons refusé de faire les efforts que les États-Unis ont consentis. Il nous faut admettre que nous ne pouvons critiquer les autres à moins de corriger nos propres fautes. D'ici là, mieux vaut rester plutôt cois là-dessus.

Je vais donner un exemple. L'autre jour, j'ai parlé à un des dirigeants d'une grande compagnie. Il avait besoin d'un administrateur appartenant à la classe moyenne mais n'avait pu trouver l'homme qu'il lui fallait au Canada. Une demande lui vint des États-Unis, d'un homme qui gagne \$30,000. Il possédait les qualités requises et voulait venir s'installer ici. Il ne demandait pas d'appointments plus élevés, il voulait simplement que son nouvel emploi lui assure le même revenu net qu'auparavant. D'après le dirigeant en question, pour assurer à l'Américain le même revenu net il faudrait lui payer un traitement annuel de \$57,000 ici.

Pour certains vis-à-vis notre politique fiscale est raisonnable et juste. Je ne l'entends pas de cette oreille-là. Nous souffrons d'une crise de confiance. L'actuel ministre des Finances et son prédécesseur nous ont dit que grâce à nos ordinateurs et à nos connaissances techniques, on peut faire l'extrapolation des besoins de notre économie en expansion et de la structure fiscale de notre pays cinq ans d'avance, soit jusqu'en 1971 ou 1972. Eh bien, monsieur l'Orateur, les ordinateurs ne marchent pas bien, car le ministre des Finances s'est grossièrement trompé.

Je soutiens qu'il faut à notre pays une nouvelle race d'entrepreneurs-pionniers, d'ingénieurs en gestion, qui restaurera la confiance et qui permettra aux entreprises commerciales, grâce à son savoir-faire, de poursuivre leur expansion grâce aux investissements canadiens. Nous sommes dépourvus de sagesse et de clairvoyance. C'est une grave crise financière que nous traversons, et elle me trouble profondément. Notre évolution financière actuelle ne semble pas nous permettre d'options.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Je m'excuse d'interrompre l'honorable député, mais son temps est épuisé.

[M. Thompson.]

Des voix: Qu'il poursuive.

M. l'Orateur suppléant: La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

[Français]

M. Marcel Roy (Laval): Monsieur l'Orateur, je me demande si la popularité du Ralliement créditiste et de sa théorie financière est à la baisse, car je constate qu'aucun collègue du député n'est actuellement à la Chambre!

[Traduction]

M. Thompson: Puis-je informer le nouveau député qui vient tout juste de parler que s'il consulte le hansard des six dernières années et lit les discours que j'ai prononcés au cours de débats sur le budget, il verra que mes propos antérieurs s'accordent parfaitement avec tout ce que j'ai dit aujourd'hui.

Je viens de m'apercevoir que je n'ai pas lu la première partie des remarques des députés et qu'ainsi, je n'ai pas compris son intention. Je présente mes excuses au député.

Puis-je dire avant de m'asseoir qu'au cours des derniers jours, j'ai appris qu'un secteur de notre population va souffrir de privations extrêmes par suite de la politique fiscale de notre gouvernement. Si le gouvernement avait songé à atténuer les besoins réels de notre économie, nous aurions eu, je pense, un budget différent. Je parle maintenant de ceux qui ont plus de 70 ans. Plus d'un million de Canadiens sont dans cette catégorie d'âge. Environ 400,000 d'entre eux ne paient pas d'impôts. Autrement dit, leur revenu est tellement bas qu'ils vivent de leur pension de vieillesse et des allocations supplémentaires. Environ 600,000 personnes dans cette catégorie d'âge gagnent entre \$2,500 et \$3,000 par année. Si le gouvernement voulait rajuster ses exemptions d'impôt pour permettre à ces citoyens de gagner \$3,000 par année, sans déduction, le coût serait minime. De la sorte, les conditions d'existence de nos citoyens âgés, qui ne peuvent plus faire de travail productif, seraient améliorées et on aurait répondu à un besoin réel. L'impôt de 2 p. 100 va frapper ces 600,000 personnes et réduire le peu qu'elles ont déjà.

• (5.10 p.m.)

Je n'ai pas le temps de continuer et de donner d'autres exemples. Non seulement avons-nous besoin de politiques propres à encourager l'esprit d'initiative, l'usage de nos propres dollars et la mise en valeur de nos propres ressources au sens le plus large, non seulement avons-nous besoin de politiques financières qui stabiliseront les dépenses du